

# Quelques exemples de sanctions et condamnations prononcées par la CNIL | Denis JACOPINI



Quelques sanctions CNIL prononcées auprès de sociétés commerciales

## Quelques sanctions CNIL prononcées auprès de sociétés commerciales

- Société JEAN MARC PHILIPPE (DELIBERATION n°2009-201 du 16 avril 2009) : 10 000 euros d'amende pour avoir installé une vidéosurveillance permanente des salariés (COMMERCE VÊTEMENTS MAGASIN + SITE EN LIGNE PARIS)  
En outre, le directeur général de la société JEAN MARC PHILIPPE s'étant opposé au contrôle de la CNIL, a été condamné par le Tribunal correctionnel de Paris à une peine d'amende de 5 000 euros pour délit d'entrave.
- DirectAnnonces : 40 000 euros d'amende pour pratiques déloyales Cette société est spécialisée dans la compilation d'annonces immobilières de particuliers sur internet pour revente à des professionnels (pratique jugée déloyale puisqu'elle se faisait à l'insu des personnes). (ANNONCES IMMOBILIERES PARIS)
- CDISCOUNT (30.000 € d'amende) et ISOTHERM (30.000 € d'amende) pour démarchage commercial par courriel et

téléphone abusif. Sanctions prononcées en novembre 2008 et rendues publiques en juin 2009. Ces deux sociétés ne prenaient pas en compte efficacement les demandes de désinscription des personnes ne souhaitant plus être démarchées alors que la loi informatique et libertés prévoit un droit d'opposition à la prospection commerciale. (MAGASIN EN LIGNE BORDEAUX)

- KEOLIS RENNES : avertissement public pour le passe Korrigo de Rennes (prononcé le 20 janvier 2009 et rendu public le 17 juin 2009). Un contrôle sur place a souligné de véritables obstacles pour souscrire un passe anonyme. (TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS RENNES)
- Entrepaticuliers.com : Par décision du 20 mai 2008, la CNIL, a prononcé un avertissement à l'égard de la société en raison de plusieurs manquements à la loi informatique et libertés, dont des défauts de sécurité. Information rendue publique le 17 novembre 2008. (ANNONCES IMMOBILIERES LEVALLOIS PERET)
- Société Leclerc ARCYDIS SA : 30 000 € d'amende + Publication de la sanction sur son site internet et sur la base Légifrance – juillet 2008 (CENTRE LECLERC BOIS D'ARCY 78390)
- Société Neuf Cegetel : 7 000 € d'amende + Publication de la sanction sur son site internet et sur la base Légifrance – juin 2008 (OPERATEUR TELEPHONIQUE 92)
- Société VPC KHADR : 5 000 € d'amende + Publication de la sanction dans le quotidien La Nouvelle République du Centre Ouest – février 2008 (VENTE DE MOBILIE REN LIGNE ARGENTON SUR CREUSE 36)\*\*\*\*\*
- SERVICE INNOVATION GROUP France : Société spécialisée dans la force de vente et le marketing : 40 000 € d'amende – décembre 2007 (78140 VELIZY VILLACOUBLAY)
- Société JPSM (nom commercial « Stock Premium ») : 5000 € d'amende – novembre 2007 (BOUTIQUE VÊTEMENTS NANCY)
- Société B&M : Société de Conseils – 10 000 € d'amende – octobre 2007 (LA RICHE 37)

- Cabinet d'enquêtes privées (non public) : Recherche de débiteurs – 50 000 € d'amende – juin 2007
- FRDT – Entreprise spécialisée dans l'immobilier : 15 000 € d'amende – mai 2007 (TOULON 83)
- Studio Replay – Entreprise de vente à distance : 10 000 € d'amende – mars 2007
- Cabinet de recouvrement de créances : 5 000 € d'amende – mars 2007
- BANQUE DES ANTILLES FRANCAISES : 30 000 € d'amende – mars 2007 (PARIS)
- Opérateur télécom (Non Public) : 10 000 € d'amende – mars 2007
- Entreprise de vente à distance (Non public) : 5 000 € d'amende – déc. 2006
- La société Tyco HealthCare (Matériel médical) : 30 000 € d'amende – déc. 2006. (PLAISIR 78)
- Deux enseignes spécialisées dans la vente de fenêtres (Non public) : 60 000 € d'amendes – Déc. 2006
- Le Crédit Agricole Centre France : 20 000 € d'amende – Nov. 2006
- Etablissement financier (Non Public) : 1 000 € d'amende – Sept. 2006
- Entreprise d'électricité (non public) : 1 500 € d'amende – Sept. 2006
- Expertise financière Cabinet de conseil : 500 € d'amende – Sept. 2006
- Prestataire internet (Non Public) : 300 € d'amende – Sept. 2006

- Etude d'huissiers de justice (Non Public) : 5000 € d'amende- Juin 2006
- LCL (anciennement Le Crédit Lyonnais) : 45 000 € d'amende – Juin 2006

Cet article vous à plu ? Laissez-nous un commentaire  
(notre source d'encouragements et de progrès)

---

# Protégez vos ordinateurs Mac contre les virus et les ransomwares | Denis JACOPINI



Vous pensiez que les appareils Apple étaient moins sujets au virus et autres méchancetés informatiques ? Voici un ransomware !



Un ransomware pleinement fonctionnel sévit actuellement sur OS X. Le fonctionnement est toujours le même : une fois installé sur votre machine, il chiffre tous vos fichiers et demande une rançon pour débloquer lesdits fichiers...

Oui, il y a bien un ransomware en action sur OS X mais... Pour l'heure, celui-ci a été découvert dans la dernière version du logiciel de torrent Transmission. Le virus restait dormant durant trois jours avant d'utiliser un client Tor pour se connecter et commencer à verrouiller des fichiers importants. La rançon s'élève ensuite à un bitcoin (environ 400\$).

Mais attention, pour pouvoir implanter ce virus dans Transmission, il aura fallu pénétrer sur le site ou dans le code de l'application... ce qui est plutôt simple à détecter, et à corriger. D'ailleurs, Apple avait très rapidement révoqué le certificat de signature de l'application, laquelle ne pouvait donc plus être installée sur les machines de la firme de Cupertino.

Une nouvelle version de Transmission est déjà disponible sur le site officiel, et sans ransomware !

Pour protéger votre Mac des Virus, des ransomwares, veillez à avoir une bonne sauvegarde automatique, contrôlée, automatisée et historisée et aussi vous pouvez utiliser l'application de sécurité pour Mac :



Réagissez à cet article

Source : *Les ransomwares débarquent sur Mac OS X !*

# Conseils pour bien se protéger des demandes de rançon informatiques / rançongiciels / ransomwares / cryptovirus ?

✘	Conseils pour bien se protéger des demandes de rançon informatiques / rançongiciels / ransomwares / cryptovirus ?
---	---

---

**Les rançongiciels (ransomware en anglais) sont une catégorie particulière de logiciels malveillants qui bloquent l'ordinateur des internautes et réclament le paiement d'une rançon pour en obtenir à nouveau l'accès.**

Depuis 2013, une variante est apparue avec des virus chiffants ou crypto-virus (cryptolocker, cryptoDefense, cryptorBit et plus récemment locky, petya ou WannaCry). Cette forme de rançongiciels chiffre les documents se trouvant sur l'ordinateur cible, voire sur des serveurs qui hébergent les données. Les cybercriminels communiquent parfois la clé de déchiffrement une fois le paiement de la rançon effectué, mais ce n'est jamais une garantie. Cliquez ci-dessous pour en savoir plus:



Victime d'un rançongiciels / ransomwares / cryptovirus ou d'une demandes de rançon informatiques ? Contactez-nous

---

**Notre métier :** Vous aider à vous protéger des pirates informatiques (attaques, arnaques, cryptovirus...) et vous assister dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Par des actions d'expertises, d'audits, de formations et de sensibilisation dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)

Plus d'informations sur : <https://www.lenetexpert.fr/formations-cybercriminalite-protection-des-donnees-personnelles>




Réagissez à cet article

Source : *Les rançongiciels ou ransomware – ANSSI – Plateforme Cyber Malveillance*

---

# L'absence de formalité auprès de la CNIL, lorsqu'elle est

# obligatoire, peut constituer une infraction pénale | Denis JACOPINI

 <p><b>Le Net Expert</b> <b>INFORMATIQUE</b> Protection des données personnelles Sécurité Informatique - Cybercriminalité</p> <p>vous informe...</p>	<p>L'absence de formalité auprès de la CNIL lorsqu'elle est obligatoire, peut constituer une infraction pénale</p>
---	--

**L'absence de formalité auprès de la CNIL, lorsqu'elle est obligatoire, peut constituer une infraction pénale.**

**Art. 226-16 de la Loi Informatique et Libertés**

Le fait, y compris par négligence, de procéder ou de faire procéder à des traitements de données à caractère personnel sans qu'aient été respectées les formalités préalables à leur mise en oeuvre prévues par la loi est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende.

Même si remplir un formulaire de déclaration à la CNIL est simple et gratuit, il vous engage cependant, par la signature que vous apposez, à respecter point par point la loi Informatique et Libertés. Cette démarche doit commencer par une analyse précise et confidentielle de l'ensemble de vos systèmes de traitements de données. Nous pouvons vous accompagner pour vous mettre en conformité avec la CNIL, former ou accompagner un C.I.L. (correspondant CNIL) ou sensibiliser les agents et salariés à l'hygiène informatique.

Contactez-nous

Denis JACOPINI

Tel : 06 19 71 79 12

formateur n°93 84 03041 84

Cet article vous plait ? Partagez !

Un avis ? Laissez-nous un commentaire !

Source

<http://www.aide.cnil.fr/selfcnil/site/template.do?name=D%C3%A9clarer%C2%A0%C3%A0+la+CNIL%2C+c%27est+obligatoire+%3F&id=335>

## Alerte Virus ! Rombertik



# détruit le PC lorsqu'il est détecté | Denis JACOPINI

Alerte Virus !  
Rombertik détruit le PC lorsqu'il  
est détecté

**La menace a de quoi faire froid dans le dos. Les équipes de chercheurs de Talos (Cisco) viennent de repérer un nouveau type de malware capable de mettre à genoux un PC et les données qu'il contient. Rien de neuf, me direz-vous...**

Mais Rombertik, c'est son petit nom, a été pensé pour contourner les protections mises en place, qu'elles soient système ou liées à un anti-virus. Pire, il devient particulièrement agressif lorsqu'il est chatouillé ou en phase d'être repéré.

Comme d'habitude, Rombertik se loge dans votre PC via un mail (spam ou phishing) contenant un lien piégé, souvent un faux PDF. Une fois exécuté, le malware fait le tour du propriétaire et s'assure de ne pas être enfermé dans une sandbox. Après s'être déployé, il est ensuite capable de s'insérer dans le navigateur utilisé pour collecter des données personnelles, même sur un site en https, et les expédier vers un serveur distant. Classique.

Dans le même temps, et c'est à ce moment qu'il est le plus dangereux, le malware vérifie qu'il n'est pas en cours d'analyse mémoire. Si c'est le cas, il va alors tenter de détruire le Master Boot Record (MBR), endommageant gravement le PC. Ce composant est essentiel pour démarrer une machine Windows.

S'il ne parvient pas à ses fins, il s'attaquera alors aux fichiers présents dans le dossier utilisateurs, fichiers qui seront alors cryptés avec une clé RC4 aléatoire. La machine est alors rebootée mais entre dans une boucle infinie. Bref, les dégâts sont majeurs. Et une analyse anti-virus aura les mêmes effets. La réinstallation du système est alors le seul moyen d'accéder à sa machine.

« Ce qui est intéressant avec ce malware, c'est qu'il n'a pas une fonction malveillante, mais plusieurs », souligne les experts de Talos. « Le résultat est un cauchemar », ajoutent-ils.

Comment alors se protéger ? « Etant donné que Rombertik est très sensible à la traditionnelle sandboxing réactive, il est crucial d'utiliser des systèmes de défense modernes – prédictifs. Des systèmes qui n'attendent pas qu'un utilisateur clique pour déclencher un téléchargement potentiel de Rombertik. », explique Charles Rami, responsable technique Proofpoint..

« De plus, comme le malware peut être expédié via de multiples vecteurs – comme Dyre, via des URL ou des fichiers .doc ou .zip/exe etc. – il est crucial d'utiliser des systèmes qui examinent l'ensemble chaîne destructrice, et bloquent l'accès des utilisateurs aux URL et pièces jointes envoyées par emails avant ceux-ci ne cliquent dessus. Enfin, les aspects « autodestruction » de Rombertik état susceptibles d'être déclenchés par les technologies telles que les antivirus, il est crucial que les entreprises utilisent des systèmes automatisés de réponse aux menaces – des systèmes qui peuvent localiser et bloquer l'exfiltration de données par Rombertik – sans – déclencher d'action sur le PC, et alerter les équipes de sécurité pour répondre rapidement aux dommages pouvant être causés », poursuit-il.

---

Expert Informatique assermenté et formateur spécialisé en sécurité Informatique, en **cybercriminalité** et en **déclarations à la CNIL**, Denis JACOPINI et Le Net Expert sont en mesure de prendre en charge, en tant qu'intervenant de confiance, la sensibilisation ou la **formation de vos salariés** afin de leur enseigner les bonnes pratiques pour assurer une meilleure sécurité des systèmes informatiques et améliorer la protection juridique du chef d'entreprise.

Contactez-nous

---


Cet article vous plaît ? Partagez !

Un avis ? Laissez-nous un commentaire !

Source :

<http://www.zdnet.fr/actualites/rombertik-un-virus-qui-detruit-le-pc-lorsqu-il-est-detecte-39818978.htm>

# Utilisation des photos des élèves : faut-il l'accord des parents ? | Denis JACOPINI

 <p><b>Le Net Expert</b> <b>INFORMATIQUE</b> Protection des données personnelles Sécurité Informatique - Cybercriminalité</p> <p><b>vous informe...</b></p>	<p>Utilisation des photos des élèves : faut-il l'accord des parents ?</p>
--	---

**Toute personne dispose sur son image et sur l'utilisation qui en est faite d'un droit exclusif et peut s'opposer à sa reproduction et à sa diffusion.**

Si un établissement scolaire veut utiliser les photographies de ses élèves dans le journal de l'école, sur un trombinoscope ou sur son site, il doit donc obligatoirement obtenir le consentement des parents ou représentants légaux des mineurs. Cet accord doit être écrit. De plus, le traitement informatique des photographies (numérisation, diffusion à partir d'un site web, etc.) doit être déclaré auprès de la CNIL, sauf si l'établissement a désigné un Correspondant Informatique et Libertés (CIL).

Même si remplir un formulaire de déclaration à la CNIL est gratuit et enfantin, il vous engage cependant, par la signature que vous apposez, à respecter scrupuleusement la loi Informatique et Libertés. Cette démarche doit d'abord commencer par un Audit de l'ensemble de vos systèmes de traitements de données. Nous organisons régulièrement des **actions de sensibilisation ou de formation** au risque informatique, à l'hygiène informatique, à la cybercriminalité et à la mise en conformité auprès de la CNIL. Nos actions peuvent aussi être personnalisées et organisées dans votre établissement.

Besoin d'informations complémentaires ?

Contactez-nous

Denis JACOPINI

Tel : 06 19 71 79 12

formateur n°93 84 03041 84

Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique, consultant, formateur et chargé de cours.

Nos domaines de compétence :

- **Expertises et avis techniques** en concurrence déloyale, litige commercial, piratages, arnaques Internet... ;
- **Consultant** en sécurité informatique, cybercriminalité et mises en conformité et déclarations à la CNIL ;
- **Formateur et chargé de cours** en sécurité informatique, cybercriminalité et déclarations à la CNIL.

Contactez-nous

Cet article vous plait ? Partagez !  
Un avis ? Laissez-nous un commentaire !

Source : <http://www.aide.cnil.fr/selfcnil/site/template.do?id=272&back=true>

# Mise en place d'un système de vidéosurveillance – Rappel des règles | Denis JACOPINI



La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) a de nouveau rappelé qu'un dispositif de vidéosurveillance ne peut être disproportionné par rapport à l'objectif de sécurité recherché, et ne peut intervenir que dans le respect de la vie privée des salariés.

Rappelons que pour être licite le dispositif de surveillance mis en place doit avoir pour objectif la sécurité des biens et des personnes.

À ce titre, seuls les endroits considérés comme « à risque » doivent faire l'objet d'une surveillance.

Le dispositif ne doit pas être détourné de sa finalité, et ne peut donc aboutir à surveiller les horaires de travail.

Par ailleurs, la surveillance ne peut apporter aux libertés individuelles et collectives « de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché » (C. trav., art. L. 1121-1).

Ainsi, le dispositif mis en place ne doit pas aboutir à une surveillance permanente des salariés (sauf cas exceptionnel justifié par une exposition particulière à un risque). Enfin, la mise en place du dispositif doit faire l'objet d'une information et consultation des représentants du personnel, et d'une information individuelle des salariés.

Cet article vous à plu ? Laissez-nous un commentaire  
(notre source d'encouragements et de progrès)

---

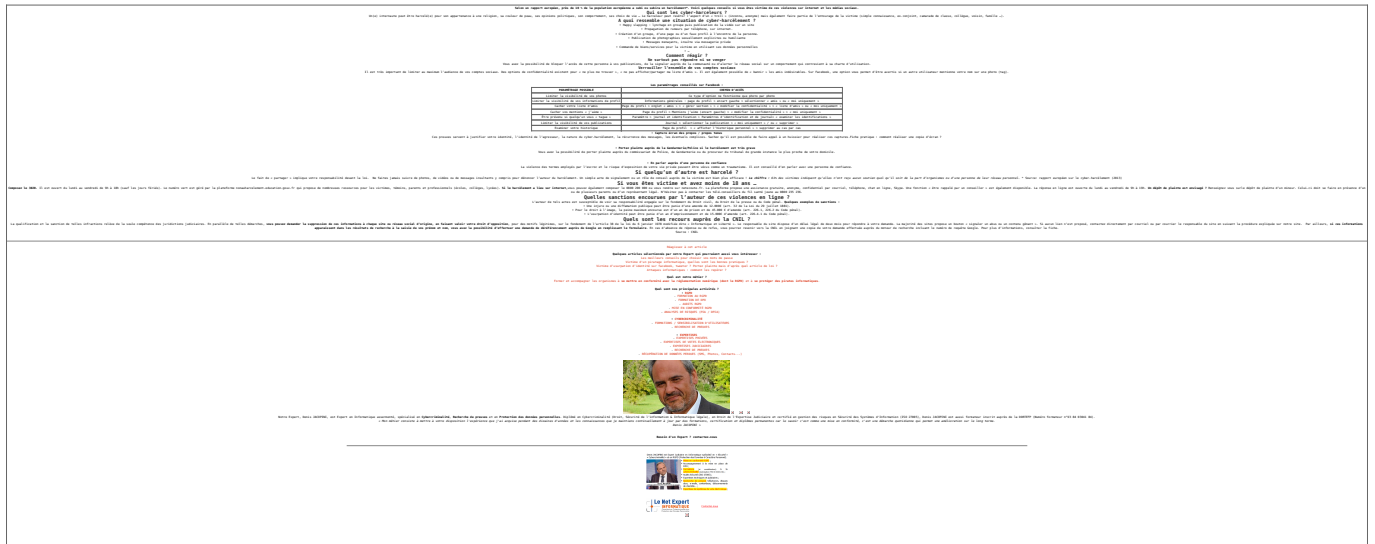
# Comment réagir lorsque vous êtes victime de harcèlement en ligne ?

Notre métier en RGPD et en CYBER : Auditer, Expertiser,  
Accompagner, Former et Informer



**Comment réagir lorsque vous êtes victime de harcèlement en ligne ?**

---



Original de l'article mis en page : Réagir en cas de harcèlement en ligne | CNIL

# Les entreprises ne sont pas prêtes pour la nouvelle législation européenne sur la protection des données | Denis JACOPINI



**Le Net Expert**  
**INFORMATIQUE**  
Protection des données personnelles  
Sécurité Informatique - Cybercriminalité

vous informe...

Les entreprises ne sont pas prêtes pour la nouvelle législation européenne sur la protection des données

Varonis a mené une enquête en mars auprès des informaticiens professionnels participant au CeBIT, le plus grand salon IT d'Allemagne, afin de recueillir leur opinion sur la nouvelle réglementation régissant la protection des données qui doit entrer en vigueur cette année ou l'année prochaine. Le constat est sans appel : les entreprises ne sont pas prêtes pour la nouvelle législation européenne sur la protection des données. Les professionnels interrogés par Varonis ne pensent pas que leurs entreprises soient en mesure de respecter les délais imposés par l'UE pour la notification des violations de données.

Il ressort de cette enquête que 80 % des personnes interrogées pensent qu'une banque sera très probablement la première entreprise à être frappée par l'amende maximale de 100 millions d'euros pour non-respect de la réglementation européenne sur la protection des données. À la question concernant le pays le plus probable de cette banque, les répondants indiquent l'Allemagne (30 %), les États-Unis (28 %) et 22 % mentionnent un autre pays européen. 48 % seulement des personnes interrogées pensent que leur entreprise pourrait signaler une violation dans le délai obligatoire de 72 heures.

Seuls 31 % disposent d'un plan leur permettant de se conformer à la nouvelle législation et seulement un tiers des personnes enquêtées a mis en place les processus et la technologie nécessaires pour empêcher leur entreprise de se voir infliger une amende importante dans le cadre de cette loi. 71 % des répondants sont incapables de dire ce que les entreprises doivent faire pour se conformer à la nouvelle réglementation.

Seuls 22 % des répondants savaient que l'amende maximale prévue par la nouvelle législation est de 100 millions d'euros, 41 % pensaient qu'elle ne serait que de 10 millions d'euros et 32 % l'estimaient à 1 million d'euros, avec un nombre réduit de personnes interrogées croyant qu'elle pouvait s'élever à un milliard d'euros. Un tiers a déclaré que la réglementation européenne sur la protection des données entrera en vigueur en 2015, 28 % ont indiqué que tel serait le cas en 2016, 7 % estiment que la loi ne verra jamais le jour et 32 % des personnes interrogées ont dit ne pas savoir quand la loi entrerait en vigueur.

« Nous pouvons attendre une refonte majeure de la loi européenne sur la protection des données au cours des prochains 12 à 24 mois », déclare David Gibson, vice-président du marketing de Varonis. « Les amendes devraient s'élever à 2 % du revenu annuel avec un plafond de 100 millions d'euros ou de dollars pour la non-protection des données personnelles des citoyens européens. Il pourrait également y avoir un nombre important de plaintes individuelles en plus des amendes et les sommes mises en jeu pourraient donc représenter des coûts substantiels, même pour les grandes entreprises. La nouvelle loi marquera aussi le passage d'un environnement autoréglementé à un régime d'application obligatoire qui aura une incidence sur toute entreprise stockant des informations d'identification personnelle concernant les citoyens européens (y compris sur les sociétés américaines menant des activités dans l'UE). Les entreprises doivent être préparées à protéger les données de leurs clients et prouver qu'elles le font avec le soin approprié, rendre compte de toute violation et supprimer les données à la demande des citoyens de l'UE. »

« Compte tenu de la vaste portée de la nouvelle réglementation et de l'importance accrue des amendes, cette enquête révèle des inquiétudes très importantes quant aux efforts que les entreprises sont prêtes à fournir pour se conformer aux conditions de la réglementation et gérer les scénarios de violation de données », indique Mark Deem, partenaire de Cooley LLP au Royaume-Uni. « En fait, l'échelle des amendes potentielles sera plus proche de celles infligées pour corruption ou violation antitrust, ou dans le secteur des services financiers. La conformité en matière de protection des données sera tout aussi importante que la conformité aux réglementations de la FCA. Même si la législation n'entre pas en vigueur avant 2017, un travail considérable doit être accompli par ceux qui souhaitent offrir des biens et des services aux habitants de l'UE et s'assurer qu'ils se trouvent dans la meilleure situation possible pour respecter la loi. »

Varonis propose 7 conseils pour garantir la conformité des données non structurées et permettre aux entreprises de se préparer à la réglementation européenne sur la protection des données :

1. Minimiser la collecte des données : la proposition de loi de l'UE comporte de fortes exigences en ce qui concerne la limitation des données recueillies auprès des consommateurs.
2. Favoriser le signalement des violations de données : la notification des atteintes à la protection des données constitue une nouvelle exigence que les entreprises européennes devront respecter.
3. Conserver les données avec attention : les règles de minimisation de la nouvelle loi concernent non seulement l'étendue des données collectées, mais aussi leur durée de rétention. En d'autres termes, une entreprise ne doit pas stocker les données plus longtemps que nécessaire aux fins prévues.
4. Nouvelle définition des identifiants personnels : l'UE a étendu la définition des identifiants personnels et ce changement s'avère important parce que les lois de l'UE portent sur la protection de ces identifiants.
5. Employez un langage clair : il faudra à une entreprise le consentement préalable et explicite des consommateurs lors de la collecte des données.
6. Bouton d'effacement : le « droit d'effacement » signifie qu'en cas de retrait du consentement accordé par les consommateurs, les sociétés devront supprimer les données concernées.
7. Le Cloud computing n'échappe pas à cette nouvelle loi de l'UE, car celle-ci suit les données.

#### Méthodologie de l'enquête

Les 145 personnes interrogées constituent un échantillon représentatif des participants du plus grand salon informatique d'Allemagne qui a compté 221 000 visiteurs en mars 2015. Parmi les répondants, 16 % sont issus de banques allemandes, 3 % de banques américaines, 3 % de banques européennes, 45 % d'entreprises allemandes hors du secteur financier, 26 % d'entreprises européennes hors du secteur financier et 7 % d'entreprises américaines.

Nous organisons régulièrement des actions de sensibilisation ou de formation au risque informatique, à l'hygiène informatique, à la cybercriminalité et à la mise en conformité auprès de la CNIL. Nos actions peuvent aussi être personnalisées et organisées dans votre établissement.

Besoin d'informations complémentaires ?

Contactez-nous  
Denis JACOPINI  
Tél : 06 19 71 79 12  
formateur n°93 84 03041 84

Expert Informatique assermenté et formateur spécialisé en sécurité Informatique, en cybercriminalité et en déclarations à la CNIL, Denis JACOPINI et Le Net Expert sont en mesure de prendre en charge, en tant qu'intervenant de confiance, la sensibilisation ou la formation de vos salariés afin de leur enseigner les bonnes pratiques pour assurer une meilleure sécurité des systèmes informatiques et améliorer la protection juridique du chef d'entreprise.

Contactez-nous

Cet article vous plaît ? Partagez !  
Un avis ? Laissez-nous un commentaire !

Source : <http://www.infodsi.com/articles/157046/entreprises-sont-pas-pretes-nouvelle-legislation-europeenne-protection-donnees.html>

# Detekt un logiciel pour supprimer des programmes espions | Denis JACOPINI



#Detekt, un logiciel pour supprimer des programmes espions



Voilà un logiciel qui va vous aider à supprimer les RAT que vous pouvez trouver éventuellement sur vos PC.

Les RAT sont des programmes espions ( Remote Administration Tool, ou Outil d'Administration Distant ), ce sont des programmes qui peuvent effectuer une prise de contrôle à distance de votre ordinateur, sans que vous sachiez même que ce programme est sur votre machine. Le logiciel proposé est le logiciel Detekt, il est également disponible avec son code source et vous aidera grandement à scanner votre PC et à éradiquer les RAT facilement de votre machine.

Accompagnant depuis 2012 de nombreux établissements, Denis JACOPINI, Expert informatique diplômé en cybercriminalité, certifié en gestion des risques sur les systèmes d'information (ISO 27005) et formé par la CNIL depuis 2011 sur une trentaine de thèmes, est en mesure de vous accompagner dans votre démarche de mise en conformité RGPD.



---

**Besoin d'un expert pour vous mettre en conformité avec le RGPD ?**  
Contactez-nous

---

Accompagné de son équipe d'auditeurs et de formateurs, notre Expert, Denis JACOPINI est spécialisé en cybercriminalité et en protection des Données à Caractère Personnel, formateur depuis 1998 et consultant depuis 1996. Avec bientôt une **expérience d'une dizaine d'années** dans la mise en conformité avec la réglementation relative à la Protection des Données à Caractère Personnel, de formation d'abord technique, Correspondant CNIL en 2012 (CIL : Correspondant Informatique et Libertés) puis en 2018 Délégué à la Protection des Données, en tant que praticien de la mise en conformité et formateur, il lui est ainsi aisé d'accompagner les organismes dans leur démarche de **mise en conformité avec le RGPD**.

« Mon objectif, vous assurer une démarche de mise en conformité validée par la CNIL. ».

Nous vous aidons à vous mettre en conformité avec le RGPD de 2 manières :



**Quelques articles sélectionnés par nos Experts :**

Comment se mettre en conformité avec le RGPD

Accompagnement à la mise en conformité avec le RGPD de votre établissement

Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Comment devenir DPO Délégué à la Protection des Données

Des guides gratuits pour vous aider à vous mettre en conformité avec le RGPD et la CNIL

Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi

Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016

Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes

Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection des Données)

---

Réagissez à cet article

---